

Vidéo de la conférence A. Levallois et F. Bourrat : Les jeux des services secrets au Moyen-Orient

mercredi 29 novembre 2017, par [Agnès LEVALLOIS](#), [Estelle MENARD](#), [Fabien HERBERT](#), [Flavien BOURRAT](#), [Selma MIHOUBI](#)

Voici la vidéo complète de la conférence d'Agnès Levallois, consultante spécialisée sur le Moyen-Orient, enseignante à l'ENA et à Sciences Po Paris, membre du conseil d'administration de l'iReMMO ; et de Flavien Bourrat, chercheur sur le Maghreb et le Moyen-Orient à l'IRSEM. Cette conférence sur "Les jeux des services secrets au Moyen-Orient" a été co-organisée par Diploweb.com et GEM sur son campus parisien. 43 minutes.

Cette vidéo peut facilement être diffusée en classe ou en amphi pour illustrer un cours ou un débat.

Résumé par Estelle Ménard pour *Diploweb.com*

Depuis longtemps, les services secrets ont une importance prégnante dans le paysage politique du Moyen-Orient. Après les soulèvements du monde arabe en 2011, on en vient à se poser la question suivante : s'il y a transition démocratique, les services secrets peuvent-ils l'accepter ? Sont-ils des acteurs du changement ? Agnès Levallois et Flavien Bourrat rappellent que sur ce sujet l'accès aux sources primaires reste difficile. Ils ont donc notamment travaillé avec du contenu en libre-accès et avec des entretiens. À l'occasion de cette conférence organisée par le *Diploweb.com* et GEM sur son campus parisien, ces deux experts partagent d'intéressantes pistes de réflexion sur le monde du renseignement moyen-oriental.



Les services secrets du monde arabe ont des spécificités en fonction de leur histoire, de leur chemin vers l'indépendance et de l'influence des alliances régionales ou internationales. Ils ont aussi des caractéristiques communes, que ce soit au Maghreb, au Levant ou au Moyen-Orient. Agnès Levallois identifie quatre de ces **similarités**. Premièrement, il existe une corrélation positive entre l'illégitimité d'un régime et la puissance de ses services secrets. Il s'agit d'assurer la pérennité de régimes en déficit de légitimité pour contrôler la population, réprimer une potentielle opposition et surveiller la diaspora afin qu'elle ne puisse pas s'organiser à l'étranger, où les services secrets s'implantent pour surveiller les émigrés. Cette corrélation est une différence majeure entre les services secrets moyen-orientaux, comme ceux de la Syrie, et les systèmes politiques démocratiques, ces derniers étant en mesure de faire respecter l'ordre par d'autres moyens. Deuxièmement, la méfiance des services secrets du Moyen-Orient envers le personnel diplomatique explique leur centralité sur la scène diplomatique. On observe ce phénomène en Égypte durant l'ère Hosni Moubarak (1981-2011) : le chef des services secrets Omar Souleiman accompagnait ce chef de l'État dans toutes ses visites et prenait la parole lors des discussions

sur les dossiers essentiels, liés à la stabilité du pays, notamment à propos de la Palestine. Troisièmement, cette méfiance, d'autant plus grande que le régime est illégitime, se traduit par un système de clientélisme mis en place par les services secrets pour s'assurer de la loyauté de ses recrues. Ce qui nous amène à la quatrième caractéristique : l'État met délibérément en place une concurrence entre les services secrets afin d'équilibrer leur puissance et de limiter les ambitions de leurs chefs de service. Cette tactique est identifiable dans la Syrie d'Hafez el-Assad (1970-2000), qui mit en place plus d'une dizaine de services différents.

Est-il possible de différencier plusieurs catégories de services secrets au Moyen-Orient ? Oui, en voici trois.

A. Levallois distingue trois catégories de services secrets [au Moyen-Orient](#), en fonction de leur rapport avec le pouvoir. La première est le service comme « **outil de pouvoir** ». Ce pouvoir reste entre les mains de l'État : c'est lui qui commande et donne les instructions. Les services n'ont pas de velléité d'autonomie parce qu'ils sont tenus par des proches du régime. C'est le cas des monarchies, comme le Maroc. Il y a ensuite le service comme « **centre de pouvoir** », où les chefs de service sont associés à la décision politique (Liban, Yémen, Irak). Enfin, il y a le service « centre du pouvoir », au cœur de celui-ci : il en contrôle des dossiers les plus importants et dicte la politique (Algérie). Les pays peuvent néanmoins changer de catégorie en fonction de la période de l'histoire et des réformes. Pour Flavien Bourrat, **s'il existait auparavant un phénomène d'immuabilité des services secrets, ils sont aujourd'hui en phase de transition**. Durant la seconde moitié du XX^{ème} siècle, ils étaient le bras armé des pouvoirs en place, une partie de l'État profond. Ils constituaient un noyau restreint, résilient et stable. Dès lors, leurs chefs restaient parfois en place pour des durées spectaculaires : 18 ans pour Omar Souleiman, 25 ans pour le chef du Département du Renseignement et de la Sécurité (DRS) algérien Mohammed Mediène, 26 ans pour Ali Douba en Syrie...

Quelles sont les évolutions en cours ? Réponses

Deux facteurs permettent d'expliquer le changement de cette situation. D'abord, l'apparition de nouveaux défis sécuritaires amènent les services secrets sur des dossiers auxquels ils étaient jusqu'alors peu habitués, notamment la lutte contre le terrorisme. Cela signifie que le maintien du régime n'est plus l'unique objectif des services secrets, ou encore qu'il doit être réfléchi de manière plus complexe en prenant en compte de nouveaux facteurs. Ensuite, en raison d'une relative démocratisation des régimes, les services secrets s'éloignent de leur statut de « police politique ». Nous sommes en effet témoins d'un processus de professionnalisation des services secrets, où la connaissance des dossiers et les capacités des recrues sont jugées plus importantes que les liens familiaux ou tribaux avec le pouvoir. Au Maroc, depuis 2000, des civils sont à la tête des services secrets, dont plusieurs spécialistes dans la lutte antiterroriste. De la même façon, l'Arabie saoudite met pour la première fois à la tête de ses services un militaire qui n'est pas membre de la famille Al Saoud.

Ces deux facteurs d'évolution des services secrets sont en partie attribuables aux printemps arabes, survenus à partir de décembre 2010 en réaction à une crise socio-économique et à une fatigue vis-à-vis d'un régime infantilisant et trop autoritaire. En Tunisie, quand le régime de Zine el-Abidine Ben Ali (1987-2011) fut renversé, on se demandait comment réformer le système. Après son départ, comment faire face aux défis sécuritaires tout en prenant en compte la revendication générale d'un État de droit ? La Tunisie représente un cas d'école pour la réforme des services de sécurité. Dans cette délicate phase de transition, il s'agissait de moderniser les services pour augmenter leur efficacité. Cela passe notamment par la coordination et la mutualisation des activités des services, contraire au principe inefficace de « diviser pour mieux régner ». Somme toute, il faut garantir la neutralité des services et les

intégrer à un cadre démocratique, légal et constitutionnel. Le plus grand défi consiste à modifier **les mentalités et les comportements violents et arbitraires de la police et de l'armée à l'égard des citoyens**, à travers une sensibilisation, des formations et un encadrement. Ce qui ne se fera pas du jour au lendemain. Le processus sera plus long et plus aléatoire dans d'autres pays. En Syrie, les services secrets demeurent très arbitraires. Ceux de l'Irak, démantelés après l'intervention de la coalition conduite par les Etats-Unis en 2003, se reconstituent de manière incertaine. En Libye, la chute de Mouammar Kadhafi (2011) et de ses services secrets laisse derrière elle un vide sécuritaire. Les services secrets algériens (« centre de pouvoir », pour reprendre la typologie d'A. Levallois), apparus pendant la guerre d'indépendance (1954-1962) occupaient une place fondamentale au sein de l'État avec ses fonctions de sécurité, de surveillance, de contre-espionnage, et de police politique pour n'en nommer que quelques-unes. Le temps nous dira ce qu'apportera la réforme de 2016 qui supprime le DRS, créant à la place le Département de Surveillance et de Sécurité (DSS).

Enfin, A. Levallois s'interroge : [les services secrets du Moyen-Orient](#) ont-ils vu venir [les printemps arabes](#) ? Leur principal objectif était le maintien du système en place. Or cet objectif s'inscrivait dans un paradigme sécuritaire bien éloigné des mutations – pourtant importantes – de la société moyen-orientale. Les services étaient de toute évidence peu à l'écoute. Quand bien même les services secrets auraient-ils fixé leur attention au bon endroit, il n'est pas dit, pense A. Levallois, qu'ils auraient osé annoncer une si mauvaise nouvelle au chef de l'État.

Copyright pour le résumé Novembre 2017-Ménard/Diploweb.com

Plus

Le numéro 36 de la revue *Moyen-Orient* (octobre-décembre 2017) porte sur les services secrets au Moyen-Orient. Il compte notamment un article sur les services secrets israéliens, un sujet documenté qui n'a pas été abordé dans cette conférence.

[Découvrez plus de vidéos géopolitiques sur la chaîne youtube.com Diploweb](#)

[Si vous vivez en région parisienne, assistez aux conférences géopolitiques du Diploweb](#)

P.-S.

Agnès Levallois, consultante spécialisée sur le Moyen-Orient, enseignante à l'ENA et à Sciences Po Paris, membre du conseil d'administration de l'iReMMO. Flavien Bourrat, chercheur sur le Maghreb et le Moyen-Orient à l'IRSEM. Pour Diploweb.com : Images et son : Fabien Herbert et Selma Mihoubi ; montage : Selma Mihoubi ; résumé Estelle Ménard.